

Les faucons de Trump oseront-ils mettre Israël en danger ?

ALASTAIR CROOKE | 11.03.2019

<https://www.strategic-culture.org/news/2019/03/11/will-trump-hawks-dare-to-risk-israel.html>



Le 27 février, a eu lieu la onzième et peut-être la plus importante rencontre entre le président Poutine et le premier ministre Netanyahu, écrit le journaliste Elijah Magnier, bien informé, : "Le visiteur israélien a clairement entendu le message de son hôte, Moscou n'a pas les moyens d' influencer l'Iran et lui demander de partir - ou d'arrêter le flux d'armes vers Damas ... Moscou [a également] informé Tel Aviv de la détermination de Damas à répondre à tout bombardement futur ; et que la Russie ne se considère pas concernée [c'est-à-dire en tant que belligérant du conflit]".

Cette dernière phrase nécessite un peu plus d'explications. Ce que nous avons ici, c'est la montée en puissance de la prochaine phase de la stratégie sino-russe visant à contenir la politique américaine dans sa diffusion de semences de désordre - et de versement d'acide sur les " plaies ouvertes " de la région. Ni la Chine ni la Russie ne veulent entrer en guerre avec les États-Unis. Le président Poutine a averti à plusieurs reprises que si la Russie devait être poussée au bord du gouffre, elle n'aurait d'autre choix que de réagir - et que les conséquences possibles vont au-delà de l'imaginable.

En bref, les guerres américaines récentes ont clairement démontré leurs limites politiques. Oui, ils sont militairement très destructeurs, mais cela n'a pas généré les bénéfices politiques escomptés ; ou plutôt, les retombées politiques se sont manifestées comme une érosion de la crédibilité américaine et de son attrait comme " modèle " à imiter par le monde entier. Aucun "Nouveau Moyen Orient" n'émerge, où que ce soit, prêt à se fondre de lui-même dans le moule américain.

Les responsables de la politique étrangère de Trump ne sont pas des interventionnistes " libéraux " à l'ancienne, qui cherchent à tuer les monstres tyranniques de la région pour les remplacer par les

valeurs américaines : cette aile du néo-conservatisme américain s'est identifiée - sans doute sans surprise - au Parti démocrate et aux dirigeants européens tentés par un alignement (une prétendue " vertu morale ") en opposition à l'approche transactionnelle (supposée amoral) de Trump.

Bolton et les autres, cependant, sont de l'école néoconservatrice qui croit que si vous avez le pouvoir, soit vous l'utilisez, soit vous le perdez. Ils ne se préoccupent tout simplement pas de toutes ces fioritures de promesse de démocratie ou de liberté (et comme Carl Schmitt, ils voient l'éthique comme une affaire de théologiens, et non leur préoccupation). Et si les États-Unis ne peuvent plus imposer directement au monde certains résultats politiques (à leurs conditions) comme ils le faisaient auparavant, alors la priorité doit être d'utiliser tous les moyens pour s'assurer qu'aucun rival politique ne puisse émerger pour défier les États-Unis. En d'autres termes, l'instabilité et les blessures ouvertes et en cours deviennent des outils puissants pour dissuader les blocs rivaux de se forger un poids et une position politiques plus puissants. (En d'autres termes, si vous ne pouvez pas " façonner" la politique, cela complique au moins les tentatives des autres de le faire.)

Alors, dans le message du Président Poutine à Netanyahou comment cela se traduit-il ? Eh bien, tout d'abord, cette rencontre a eu lieu presque immédiatement après la visite du président Assad à Téhéran. Ce dernier sommet a eu lieu dans le contexte des pressions croissantes exercées contre la Syrie (par les États-Unis et l'UE) pour essayer de minimiser le succès syrien dans la reconquête de son territoire (évidemment avec l'aide importante de ses amis). L'objectif explicite étant de garder la reconstruction syrienne en otage de la reconfiguration politique de la Syrie - selon les conceptions de l'Amérique et de l'Europe.

Le sommet précédent de Téhéran à Washington s'était lui aussi déroulé sur un fond de contexte affiché et un état d'esprit cristallisé sur la confrontation avec l'Iran.

Le sommet de Téhéran a tout d'abord adopté le principe selon lequel l'Iran représente la profondeur stratégique de la Syrie et, parallèlement, la Syrie est la profondeur stratégique de l'Iran. [L'expression profondeur stratégique désigne, dans la littérature militaire, et pour une armée donnée, la distance qui sépare les lignes de front (ou lieux de bataille) des principaux centres industriels, villes capitales, et autres concentrations de population ou de production militaire NdT]

Le deuxième point à l'ordre du jour était de savoir comment mettre en place une stratégie de dissuasion pour la partie nord du Moyen-Orient qui pourrait arrêter M. Bolton dans sa volonté de perturber et d'affaiblir cette zone partielle. Et en l'affaiblissant, affaiblir la Russie et la Chine (cette dernière ayant un enjeu majeur en termes de sécurité d'approvisionnement énergétique et de viabilité de la sphère commerciale asiatique).

Le Président Poutine a simplement exposé à Netanyahou les principes du prétendu plan d'endiguement; mais les Israéliens avaient déjà reçu le message depuis d'autres sources (de Sayyed Nasrallah et de fuites de Damas). Ce qui compte, c'est que la Russie a l'intention de se tenir au-dessus de toute confrontation militaire régionale (c'est-à-dire essayer de ne pas s'y faire embarquer). Moscou veut garder les " mains libres ". Le système de défense aérienne S300 est installé en Syrie (et il est opérationnel), mais Moscou, semble-t-il, préservera un flou utile quant aux règles d'engagement de ces missiles très sophistiqués.

Dans le même temps, la Syrie et l'Iran ont clairement indiqué qu'il y aura désormais une réponse à toute attaque aérienne israélienne contre des défenses syriennes "stratégiques" importantes. Au départ, il semble que la Syrie réagirait probablement en lançant ses missiles dans le Golan occupé ; mais si Israël devait intensifier ses tirs, alors ces missiles seraient dirigés vers des cibles militaires stratégiques plus à l'intérieur du territoire d'Israël. Et si Israël, en réponse, intensifiait encore davantage ses tirs il y aurait alors la possibilité d'activer également les missiles iraniens et ceux du

Hezbollah.



Le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, en Israël

Et pour rassembler tout ça, l'Iran indique que ses conseillers se trouvent effectivement partout en Syrie là où se trouvent les forces syriennes. Autrement dit, toute attaque visant les forces syriennes pourra être perçue par l'Iran comme une attaque contre le personnel iranien. Ce qui se met en place ici, c'est un système de dissuasion complexe et différenciée, avec une " ambivalence constructive " à tous les niveaux. D'une part, la Russie laisse planer un flou total quant aux règles d'engagement de ses S300 en Syrie. A un autre niveau, la Syrie maintient une certaine ambiguïté mal définie (en fonction du degré d'escalade israélienne) sur l'emplacement géographique de sa réponse (Golan seulement ou tout le territoire d'Israël) ; et l'Iran et le Hezbollah maintiennent également une ambiguïté sur leur engagement possible (en disant que leurs conseillers peuvent être partout en Syrie).

Netanyahou est revenu de sa rencontre avec Poutine en disant que la politique d'Israël d'attaquer les forces iraniennes en Syrie était inchangée (il le dit à chaque fois) - bien que Poutine ait dit clairement que la Russie n'est pas en mesure d'imposer au gouvernement syrien un retrait iranien. La Syrie avait - et a toujours - le droit de choisir ses propres partenaires stratégiques. Le Premier ministre israélien a cependant été formellement prévenu que de telles attaques pourraient entraîner une réaction qui affecterait gravement son opinion publique (c'est-à-dire des missiles dirigés sur le cœur d'Israël). Il sait aussi que les systèmes de défense aérienne syriens existants (même sans le soutien du S300) sont d'une très grande efficacité (quoi que prétendent les commentateurs israéliens). Netanyahou sait que les défenses antimissile israéliennes " Iron Dome " et " David's Sling " sont considérées comme peu efficaces par l'armée américaine.

Netanyahou prendra-t-il le risque de lancer de nouvelles attaques importantes contre l'infrastructure stratégique syrienne ? Elijah Magnier cite des sources bien informées : " Tout dépend de la direction que prendront les élections israéliennes. Si le Premier ministre Benjamin Netanyahou estime que ses chances de remporter un second mandat sont suffisamment élevées, il ne s'aventurera pas de

sitôt dans une nouvelle confrontation avec la Syrie et ses alliés. La date de la prochaine bataille sera reportée. Mais, s'il pense qu'il perdra l'élection, alors la possibilité qu'il engage une bataille devient très élevée. Une bataille sérieuse entre Israël, d'une part, et la Syrie et l'Iran, d'autre part, serait suffisante pour reporter les élections. Netanyahu n'a pas tellement le choix : soit il gagne les élections et reporte la procédure de corruption contre lui ; soit il va en prison ".



Cette thèse peut sembler convaincante, mais le raisonnement sur lequel elle se fonde peut s'avérer trop limité. Il est clair que le stratagème de dissuasion différenciée, décrit par Poutine - bien qu'il soit formulé en termes syriens - a un objectif plus large. Le discours actuel tenu par les États-Unis et l'Europe indique assez clairement qu'ils en ont largement fini avec les opérations militaires en Syrie. Mais, parallèlement au désaveu de nouvelles opérations militaires en Syrie, nous avons également assisté à une consolidation de la mentalité de l'administration américaine en faveur d'une confrontation avec l'Iran.

Alors que Netanyahu a toujours été véhément en appelant à la confrontation avec l'Iran, il n'est pas connu en Israël comme un preneur de risque militaire (appeler à " tondre l'herbe palestinienne " [liquider tous les moyens palestiniens NdT] ne comporte aucun risque en matière de politique intérieure israélienne). De plus, l'establishment militaire et sécuritaire israélien ne s'est jamais réjoui de la perspective d'une guerre totale avec l'Iran, à moins que celle-ci ne soit menée avec les États-Unis en tête. (Il serait toujours très risqué pour n'importe quel Premier ministre israélien de lancer une guerre éventuellement existentielle dans la région, sans avoir un consensus solide au sein de l'establishment sécuritaire israélien.)

Et pourtant, M. Bolton préconise depuis longtemps le bombardement de l'Iran (c'est à lire dans son éditorial du New York Times de mars 2015). Jusqu'à récemment, on a toujours supposé que c'était Netanyahu qui essayait d'amener les Américains à mener une " guerre " contre l'Iran. Sommes-nous si sûrs que ces rôles ne se sont pas inversés ? Que ce ne sont pas maintenant John Bolton, Mike Pence et Pompeo qui cherchent non pas à déclencher une guerre totale, mais à

exercer le maximum de pressions diverses et variées sur l'Iran - par des sanctions, en fomentant des insurrections anti-iraniennes parmi les minorités ethniques en Iran - et cela bien qu'Israël s'en prenne régulièrement à l'Iran militairement, dans l'espoir que l'Iran réagira de manière excessive et tombera dans le piège de M. Bolton qui veut " entraîner l' Iran exactement là où il le souhaite " ?

C'est là l'objectif de l'ensemble des mesures de dissuasion - il s'agit avant tout de " contenir " les États-Unis. Le projet est conçu, pour ainsi dire, avec tous les liens délibérément ambivalents entre tous les acteurs, pour signaler que toute tentative américaine dans le but de favoriser, au-delà d'un certain point indéterminé, le chaos dans le Grand Levant ou en Iran, risque dorénavant d'entraîner son protégé, Israël, dans une guerre régionale beaucoup plus vaste - aux conséquences imprévisibles. La question n'est pas tant de savoir si Nétanyahou " prendra le risque ", mais si Bolton osera " risquer Israël " ?